

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION

Douzième session de la Conférence des Parties
Santiago (Chili), 3 – 15 novembre 2002

Séances plénières

Quatrième séance: 5 novembre 2002: 10 h 40 – 12 h 20

Président: S. Bitar

Secrétariat: W. Wijnstekers
J. Armstrong
J. Barzdo
J. Sellar

PNUE: P. Chabeda

Rapporteurs: K. Lochen
A. St. John

Questions stratégiques et administratives

6. Rapport du Comité de vérification des pouvoirs

Le Secrétariat lit la liste des Parties dont les lettres de créance non pas encore été acceptées et demande aux Parties qui ont des questions de contacter le Secrétariat après la séance.

12. Révision du Plan d'action de la Convention

Le Secrétariat présente le document CoP12 Doc. 12, qui résume les activités du groupe de travail sur les plans de travail, établi par le Comité permanent. Le Secrétariat fait observer qu'il s'agit d'un document dynamique, qui sera révisé s'il y a lieu; il présente les recommandations du groupe de travail énoncées au point 13.

La délégation du Danemark, s'exprimant au nom des Etats membres de l'UE, appuie les recommandations du projet de révision du Plan d'action soumis en annexe. La délégation du Mexique estime que la responsabilité des actions énumérées aux points 1.1.4 et 3.2.4. devrait incomber aux seules Parties. Les délégations du Mexique et du Pérou se déclarent préoccupées par les questions relatives au régime foncier et à l'accès aux ressources naturelles (action 1.1.4). La délégation de la Sierra Leone croit comprendre que d'ordinaire, le Secrétariat a un rôle de médiateur pour les points du Plan d'action. Le Secrétariat souligne qu'il serait difficile d'exclure le Secrétariat des actions énoncées au point 3.2.4 concernant l'échange d'informations au niveau du renseignement car il a un rôle dans la communication bilatérale entre les Parties et les autres organismes pertinents. Les délégations d'Antigua-et-Barbuda et des Bahamas recommandent elles aussi le maintien du Secrétariat sous 3.2.4. La délégation de l'Ouganda recommande d'insérer "concernant le commerce les espèces sauvages" après "au niveau du renseignement", au point 3.2.4. La délégation du Mali fait observer que les instances judiciaires devraient participer à de nombreuses actions énoncées sous l'objectif 1.3. La délégation de l'Australie, notant la gamme de questions identifiées par les Parties, suggère que les Parties adoptent les

recommandations présentées au point 13 du document, ce qui permettrait d'apporter des amendements supplémentaires au Plan d'action.

Le Secrétariat indique que ce document a été transmis directement à la séance plénière parce qu'il avait déjà fait l'objet d'une discussion approfondie au groupe du travail sur les plans de travail, établi par le Comité permanent. Il appuie la délégation de l'Australie et déclare qu'il présentera une révision du Plan d'action à la prochaine session de la Conférence des Parties. Les Parties l'approuvent et le document est adopté.

20. a) Résultats de la réunion du Dialogue sur l'éléphant d'Afrique

Le Président de la réunion du Dialogue présente le rapport soumis dans le document CoP12 Doc. 20.1 et déclare que les participants à la réunion se sont accordés sur les principaux points suivants: les populations d'éléphants de la sous-région d'Afrique australe sont stables et bien gérées; certains pays d'Afrique ont encore des difficultés à contrôler les marchés intérieurs de l'ivoire; les Etats de l'aire de répartition devraient s'engager à collaborer davantage pour la réglementation du commerce des espèces sauvages; il est généralement admis que MIKE et ETIS ont commencé à donner des résultats; enfin, il faudrait que toutes les ventes d'ivoire brut se fassent sous le contrôle du Secrétariat. Le Président de la réunion du Dialogue note le consensus concernant les propositions soumises à la présente session par l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe, mais il souligne aussi que le Kenya a exprimé des réserves concernant le consensus.

La délégation du Kenya se déclare déçue de ce que la réunion consultative antérieure n'ait pas été plus fructueuse, ce qui a augmenté la pression exercée sur les Etats de l'aire de répartition pour qu'ils atteignent le consensus à la réunion du Dialogue tenue immédiatement avant la CdP12. Elle se déclare préoccupée de ce que l'étude d'ETIS n'ait pas été examinée par des pairs et fait observer qu'un rapport indépendant n'allait pas dans le sens de certaines conclusions de l'étude. De plus, MIKE n'a pas encore fourni les informations de base requises. Bien que le délai de 18 mois dont il est question dans les propositions de ventes d'ivoire brut puisse permettre l'analyse de données supplémentaires, l'acceptation des propositions pourrait avoir des effets sur les données réunies dans le cadre de MIKE; en outre, la délégation estime que le rôle du Japon dans le commerce illicite de l'ivoire n'a pas été pleinement révélé aux Parties. La délégation du Kenya conclut en demandant le retrait des propositions relatives à la vente d'ivoire.

La délégation du Japon exprime son appui à la conservation et à l'utilisation durable de l'éléphant d'Afrique; elle souligne que son pays enquête sur des cas de commerce illicite et fera rapport sur les progrès de l'enquête. La délégation de la Chine souligne les progrès accomplis dans son pays pour lutter contre le commerce illicite de l'ivoire. Elle souligne l'engagement de la Chine vis-à-vis de l'utilisation durable des espèces sauvages. La délégation du Botswana souligne que les propositions actuellement examinées ne portent pas sur la reprise du commerce de l'ivoire; elle attire l'attention des participants sur l'assistance proposée aux autres Etats de l'aire de répartition dans la gestion des populations d'éléphants.

Le Président rappelle aux Parties que les questions de fond touchant à ce thème seront renvoyées au Comité I. Le rapport est ensuite accepté.

20. b) Résultats des réunions du Dialogue des Caraïbes sur la tortue imbriquée

La délégation du Royaume-Uni présente le document CoP12 Doc. 20.2, note la réussite des réunions du Dialogue et en souligne les principaux points.

La délégation du Mexique, appuyée par celle de la Colombie, appuie le projet de résolution et les projets de décisions présentés dans les annexes du document. La délégation de Cuba appuie les projets de décisions mais pas le projet de résolution, notant qu'il comporte des actions qui n'ont pas

été acceptées lors des réunions du Dialogue. Cette délégation et celle du Japon estiment que l'utilisation durable devrait être au nombre des objectifs énoncés dans le projet de résolution.

Le représentant du PNUE félicite les participants aux réunions du Dialogue et prie instamment les Parties de continuer à promouvoir la conservation de la tortue imbriquée. Il offre l'assistance du Programme du PNUE pour l'environnement des Caraïbes et se déclare intéressé à assurer la coordination avec les donateurs pour poursuivre cette action. L'observateur du WWF déclare qu'il faudrait également aborder la question de la conservation de l'habitat. Le Secrétariat fait observer qu'il ne serait pas approprié d'élargir la discussion pour inclure la conservation de la tortue imbriquée dans le cadre du Dialogue, dont le but est de traiter de questions de commerce.

En réponse à la délégation du Danemark qui, s'exprimant au nom des Etats membres de l'UE, faisait observer que la discussion de cette question de l'ordre du jour n'est prévue dans aucun comité, le Secrétariat suggère qu'elle soit transmise au Comité I et déclare qu'il soumettra ce point au bureau.

Le rapport est accepté.

La séance est levée à 12 h 20.